

UNE ATTAQUE CONTRE LES TRAVAILLEURS IMMIGRÉS EST UNE ATTAQUE CONTRE TOUS LES TRAVAILLEURS

Le 18 octobre, le Premier ministre Barnier et le ministre de l'Intérieur Retailleau sont allés faire ami-ami avec deux ministres du gouvernement d'extrême droite italien à la frontière franco-italienne. En ligne de mire : les migrants, auxquels une loi en préparation promet de pourrir un peu plus la vie en France. Mais que cherche exactement le gouvernement français ?

DES MESURES CRIMINELLES...

Cette loi, annoncée pour 2025, étendra de trois à sept mois la durée maximale de la rétention avant expulsion. Elle pourrait aussi carrément punir le séjour irrégulier de peines de prison. Barnier cherche aussi des pays où les renvoyer, comme Meloni vient de le faire avec l'Albanie même si la justice italienne a déclaré cette déportation illégale. Il y a peu, le Royaume-Uni envisageait d'envoyer les demandeurs d'asile au Rwanda. Pour le gouvernement français, les candidats seraient l'Égypte, l'Irak, le Rwanda, le Kazakhstan... que des dictatures. La France serait prête à leur donner des centaines de millions d'euros par an pour leur sous-traiter l'enfermement des migrants.

L'Italie verse déjà de l'argent à la Tunisie et la Libye, auxquels l'Union européenne ajoute la Turquie. Dans ces trois pays, les migrants sont parqués dans de vrais camps de concentration, d'où ils ne peuvent sortir que pour se faire exploiter dans des conditions dignes de l'esclavage le plus barbare. Car ces « esclaves » ne coûtent rien à leur maître, ce dernier ne perd rien à les tuer littéralement à la tâche... Et si ça ne suffit pas, des flics ou des militaires les raflent et les larguent en plein désert, sans nourriture, ni abri, ni eau.

... ET STUPIDES

Retailleau en veut aussi à l'aide médicale d'État (AME), destinée aux personnes touchant moins de 10 000 euros par an (donc à une minorité de migrants, puisque presque tous travaillent). Elle donne accès à des soins de base. Les médecins dans leur immense majorité soulignent que cette mesure protège toute la société. Laisser sans soins une personne atteinte d'une maladie de la misère telle que la tuberculose, c'est créer les conditions d'une épidémie qui frapperait tout le monde ! Retailleau et Barnier le savent bien, mais ils s'en moquent.

UNE HAINE DE CLASSE

Dans tous nos lieux de travail, les usines ou les chantiers du bâtiment, dans les couloirs des hôpitaux ou les cuisines des restaurants, nous sommes de toutes origines. Les machines ou les outils avec lesquels nous travaillons ne font pas de différence entre nous. Alors que les cadences deviennent partout plus dures, nous sommes obligés de nous serrer les coudes pour tenir.

À l'heure où plus de 180 plans de licenciements se mettent à tomber, comme dans l'automobile en France (MA France, Valeo, Dumarey, Forvia, Bosch...) et dans toute l'Europe (Volkswagen, Ford, Stellantis...), c'est ensemble que la colère peut nous prendre.

Ce ne sont pas les migrants qui menacent nos emplois, mais les capitalistes, la plupart du temps bien français !

Le gouvernement s'apprête à tailler dans les budgets de la Sécurité sociale et des services utiles à la population (éducation, santé, etc.), pour un montant total de 60 milliards d'euros. Il met à contribution les plus riches pour deux petits milliards, mais augmente la taxe sur l'électricité de trois milliards. De quoi, là encore, nous pousser à la révolte.

Taper sur une partie d'entre nous n'est rien d'autre qu'un moyen de nous affaiblir tous. Les macronistes et la droite prétendent que c'est la montée de l'extrême droite qui les contraint à prendre ces mesures. Ils mentent. Cette politique est bien la leur. C'est celle du capital, de ces ultra-riches qui méprisent les travailleurs de toutes les nationalités, et qui désignent ceux qui sont étrangers comme boucs-émissaires, en espérant que cela nous fera oublier où sont nos vrais ennemis. À nous d'apprendre à voir clair dans leur jeu.

Nous ne sommes jamais plus forts que lorsque nous faisons bloc, ensemble !

FENTANYL : UN AMATEURISME STUPÉFIANT

L'ANSM (l'Agence National de Santé et du Médicament) a débarqué lundi, car des écarts sont constatés à chaque étape de la production de Fentanyl, ce qui résulte en un manque de suivi et de traçabilité. Et parfois, les palettes sont tout simplement égérées! Un comble pour ce stupéfiant de la famille des opioïdes qui fait des ravages aux États-Unis. Un résultat prévisible au vu des suppressions de postes et absences d'embauches qui sévissent depuis des années dans la boîte.

MARTINIQUE : L'« ACCORD » FAIT FLOP

Le 16 octobre, l'État a signé un accord avec la grande distribution et les armateurs prétendant diminuer de 20 % les prix de l'alimentaire sur l'île... qui sont 40 % plus élevés qu'en métropole. De plus, cette baisse ne serait qu'une « moyenne » et concernerait seulement 6 000 produits sur 40 000. Vent debout contre cette demi-mesure, Rodrigue Petitot, une des figures de la mobilisation contre la vie chère a déclaré : « *On est ultradéterminés. On maintient les blocages, on maintient tout. Le combat, c'est jusqu'à obtenir gain de cause.* » Une manifestation s'est tenue à Fort-de-France samedi dernier. La lutte continue!

TAVARES PRÉPARE SA RECONVERSION

Dans une vidéo que le journal *L'Humanité* a mise en ligne, le PDG de Stellantis (Peugeot-Fiat-Chrysler) Carlos Tavares se dit « pas assez fortuné » pour payer le modeste impôt Barnier sur les ultra-riches. Il faut dire que son salaire plafonne à 100 000 euros... par jour. Quand il quittera son poste — ses patrons viennent de décider de le mettre en retraite en 2026 —, « monsieur 36 millions d'euros par an » pourra se reconvertir en clown.

FONCTION PUBLIQUE : UNE AUGMENTATION DE SALAIRE... ULTRAMICROSCOPIQUE

À partir du 1^{er} novembre, quelque 230 000 fonctionnaires payés au salaire minimum vont voir leur rémunération mensuelle augmenter de... six centimes d'euros. Ce n'est pas une blague. Cette augmentation devrait permettre de combler la différence entre le salaire brut plancher des fonctionnaires, qui est de 1 801,74 euros, et le smic qui, au début du mois prochain, va augmenter de 2 % pour passer à 1 801,80 euros, soit environ 1400 euros net. Pas de quoi fêter ça au champagne, mais raison de plus de se battre pour qu'aucun salaire net soit inférieur à 2 000 euros par mois.

SANOFI : LE PROFIT NUIT GRAVEMENT À LA SANTÉ

Le 21 octobre, Sanofi a annoncé la vente au fonds d'investissement américain CD&R de sa filiale de produits en vente libre Opella, qui produit notamment le Doliprane. Après avoir reçu des centaines de millions d'euros de la part de l'État pour développer sa production dans le pays, faire preuve de « patriotisme économique » et maintenir l'emploi sur place, il considère en effet qu'Opella, qui génère des profits garantis mais faibles par rapport à ceux des médicaments « innovants », n'est plus assez rentable. Le gouvernement s'est mêlé de la vente pour l'assortir des habituelles promesses bidon : garantie du maintien de l'emploi sur site *mais seulement pour 5 ans* et avec des pénalités minimales, entrée de la Banque Publique d'Investissement au capital pour 1 % ou 2 % pour « surveiller » CD&R, etc.

En réponse, les travailleurs des sites de Compiègne et de Lisieux se sont mis en grève pour exiger des garanties plus sérieuses. Les 250 salariés du site de Lisieux sont en grève à 90 % depuis le 17 octobre, ce qui a pu faire tomber la production à 50 % du volume habituel, avec le soutien gréviste de plusieurs sites de Sanofi. Ils seront rassemblés devant l'Assemblée Nationale mardi prochain à 13h30 pour se faire entendre.

SOUTENIR FINANCIÈREMENT LE NPA RÉVOLUTIONNAIRES

Pour financer son combat révolutionnaire, le NPA Révolutionnaires ne peut compter que sur le soutien de celles et ceux qui le partagent.

POUR CONSTRUIRE UN PARTI DES TRAVAILLEURS ET DES TRAVAILLEUSES COMMUNISTE ET INTERNATIONALISTE

SOUTENEZ LE NPA-RÉVOLUTIONNAIRES

DONNEZ À LA SOUSCRIPTION

OBJECTIF 50 000 €

npa-revolutionnaires.org/souscription